



SESSION 2008

UE4 - COMPTABILITÉ ET AUDIT

Durée de l'épreuve : 4 heures - coefficient : 1,5

Document autorisé

Liste des comptes du Plan comptable général, à l'exclusion de toute autre information.

Matériel autorisé

Une calculatrice de poche à **fonctionnement autonome sans imprimante et sans aucun moyen de transmission, à l'exclusion de tout autre élément matériel ou documentaire (circulaire n° 99-186 du 16 novembre 1999 ; BOEN n° 42).**

Document remis au candidat

Le sujet comporte 9 pages numérotées de 1/9 à 9/9.

Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.

Le sujet se présente sous la forme de 5 dossiers indépendants

Présentation du sujet.....	page 2
DOSSIER 1 - Information financière (2 points)	page 2
DOSSIER 2 - Consolidation (8 points)	page 3
DOSSIER 3 - Fusion de deux filiales (4 points)	page 4
DOSSIER 4 - Intégration fiscale (2 points)	page 4
DOSSIER 5 - Exercice du commissariat aux comptes (4 points)	page 5

*Le sujet comporte les annexes suivantes :***DOSSIER 1**

Annexe 1 - Informations appelées à être mises à disposition des actionnaires page 6

DOSSIER 2

Annexe 2 - Caractéristiques du contrat de crédit-bail relatif à la machine outil page 6

Annexe 3 - Extraits § 20 et 4 de la norme internationale IAS 17 page 6

Annexe 4 - Caractéristiques de l'emprunt obligataire page 7

Annexe 5 - Extraits § 9 et 47 de la norme internationale IAS 39 page 7

Annexe 6 - Modèle de tableau de suivi du coût amorti de l'emprunt page 7

Annexe 7 - Prise de participation dans la société JOSEPH page 7

Annexe 8 - Extrait § 23 de la norme internationale IAS 28 page 8

DOSSIER 3

Annexe 9 - Bilan de la société BERNARD au 31 décembre 2007 page 8

DOSSIER 4

Annexe 10 - Chiffres d'affaires et résultats fiscaux des sociétés intégrées fiscalement page 8

Annexe 11 - Mode de calcul de la contribution sociale sur les bénéfices des sociétés page 9

DOSSIER 5

Annexe 12 - Extrait de la norme NEP 700 page 9

AVERTISSEMENT

Si le texte du sujet, de ses questions ou de ses annexes, vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement dans votre copie.

SUJET

*Il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie.
Toute information calculée devra être justifiée. Les écritures comptables devront comporter les numéros et les noms des comptes (à l'exception des écritures relatives aux retraitements de consolidation qui ne comprendront que les noms des comptes) et un libellé.*

Créée en 1976 avec une seule filiale, la société anonyme PAUL INDUSTRIES est devenue la société mère d'un groupe d'une vingtaine de PME, occupant près de 700 personnes. Ces différentes sociétés travaillent dans le secteur de la mécanique, de l'électricité industrielle, de la tuyauterie, de la construction métallique, de l'hydraulique, de l'automatisme, de la mécanique de précision et de l'environnement. Le chiffre d'affaires consolidé a été pour l'année 2006 de près de 67 millions d'euros.

Après un parcours boursier exemplaire de plus de six années sur le Marché Libre et au vu des perspectives de croissance du groupe, la Direction de PAUL INDUSTRIES avait annoncé en 2006 sa volonté de réaliser une augmentation de capital par appel public à l'épargne, d'élargir son flottant et de transférer ses actions sur le Compartiment C d'Eurolist d'Euronext Paris.

C'est chose faite depuis le 19 juin 2007.

Votre maître de stage, Monsieur PIERRE a été sollicité notamment pour enregistrer dans la société mère et différentes filiales du groupe l'impôt sur les bénéfices 2007, établir les comptes consolidés 2007 et aider au début de l'année 2008 à la réalisation, avec effet au 1^{er} janvier 2008, de la fusion de deux filiales, les sociétés MICHEL et BERNARD.

Monsieur PIERRE, votre maître de stage, vous confie les cinq dossiers qui suivent.

Les exercices comptables démarrent le 1^{er} janvier de chaque année et se terminent le 31 décembre.

DOSSIER 1 - INFORMATION FINANCIERE

Le Président de la société PAUL INDUSTRIES vous fait part de l'information qu'il compte mettre à la disposition des actionnaires à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes 2007. Cette information vous est fournie en annexe 1. D'autre part il aimerait être informé sur ce qu'on appelle le « document de référence » tel qu'il est présenté dans les rapports annuels de certaines sociétés.

Travail à faire

- 1. Indiquer quels sont les documents et éléments d'information (en dehors de ceux fournis dans l'annexe 1) que le président doit faire figurer dans l'information à mettre à disposition des actionnaires.**
- 2. Définir ce qu'on appelle le « document de référence » et préciser quelles sont les rubriques essentielles que doit comporter ce document.**

DOSSIER 2 - CONSOLIDATION

Vous êtes chargé(e) de préparer les écritures de retraitement de consolidation au 31 décembre 2007 au niveau de la société anonyme JACQUES dont 80 % du capital et des droits de vote appartiennent à la société PAUL INDUSTRIES. La société JACQUES possède une participation de 30 % du capital et des droits de vote dans la société par actions simplifiée JOSEPH.

Les comptes consolidés du groupe PAUL INDUSTRIES doivent être tenus en normes IFRS conformément au règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002. Les comptes sociaux de la société JACQUES ont été tenus conformément au Plan comptable général.

Vous avez été chargé(e) tout particulièrement des retraitements relatifs à un matériel « acquis » grâce à un contrat de crédit-bail, à un emprunt obligataire émis par la société JACQUES et aux titres de participation JOSEPH.

Vous n'êtes pas chargé(e) d'effectuer les retraitements au niveau de la société PAUL INDUSTRIES.

On tiendra compte d'un taux d'impôt sur les sociétés de 33 1/3 %.

Travail à faire

1. Pour le contrat de location de financement et à l'aide *des annexes 2 et 3* :

- a) Justifier le taux annuel d'actualisation de 8 % à prendre en compte pour la comptabilisation du contrat de location financement.**
- b) Etablir le tableau de remboursement de l'emprunt lié au contrat de location financement pour 2006 et 2007.**
- c) Présenter les écritures de retraitement de consolidation dans la société JACQUES (bilan et compte de résultat) relative à la machine-outil au 31/12/2007.**

2. Pour l'emprunt obligataire et à l'aide *des annexes 4, 5 et 6* :

- a) Etablir le tableau d'amortissement de l'emprunt obligataire pour les années 2005 à 2007 et un tableau permettant le suivi du coût amorti de l'emprunt obligataire pour les années 2005 à 2007.**
- b) Présenter les écritures de retraitement de consolidation au 31/12/2007 dans la société JACQUES (bilan et compte de résultat) relatives à l'emprunt obligataire émis.**

3. Pour les titres de participation JOSEPH et à l'aide *des annexes 7 et 8* :

- a) Qualifier la nature du contrôle et la méthode d'évaluation des titres de participation JOSEPH en consolidation chez JACQUES.**
- b) Procéder à l'évaluation des titres de participation JOSEPH en consolidation chez JACQUES au 31/12/2007.**
- c) Passer les écritures de consolidation relatives aux titres de participation JOSEPH dans les comptes de la société JACQUES au 31/12/2007.**

DOSSIER 3 - FUSION DE DEUX FILIALES

Il est envisagé de fusionner en janvier 2008, la société anonyme MICHEL, société au capital de 30 000 actions de 200 euros dont 80 % du capital appartient à la société PAUL INDUSTRIES et la société par actions simplifiée BERNARD, société au capital de 20 000 actions de 150 euros dont 60 % du capital appartient depuis le 1^{er} janvier 2004 à la société MICHEL. Les titres BERNARD avaient été alors acquis 3 000 000 € par la société MICHEL.

Au moment de cette prise de participation, un écart d'acquisition (goodwill) avait été constaté pour 600 000 € alors qu'aucun écart d'évaluation n'avait été dégagé sur les actifs de la société BERNARD.

La société MICHEL absorbera avec effet au 1^{er} janvier 2008 la société BERNARD.

Pour les besoins de la fusion, les actions de la société MICHEL sont évaluées à 400 € et ceux de la société BERNARD à 300 € l'unité. Le bilan (simplifié) au 31 décembre 2007 de la société par actions simplifiée BERNARD vous est fourni en annexe 9.

Travail à faire

- 1. Déterminer le nombre d'actions que la société MICHEL devra émettre pour effectuer l'absorption de la société BERNARD.**
- 2. Passer dans le journal de la société MICHEL les écritures d'absorption de la société BERNARD.**
- 3. Dans le cas où vous devriez établir une situation consolidée du groupe PAUL INDUSTRIES après la fusion, préciser quelle écriture de retraitement il serait nécessaire de comptabiliser à la suite de la fusion. On ne présentera cependant pas d'écriture pour constater la variation des intérêts minoritaires.**

DOSSIER 4 – INTÉGRATION FISCALE

La société PAUL INDUSTRIE a opté avec trois de ses filiales (dont elle possède plus de 95 % du capital) les sociétés anonymes GEORGES, DANIEL et MARCEL pour le régime d'intégration fiscale régi par les articles 223 A à 223 I du CGI. Les chiffres d'affaires et les résultats fiscaux des quatre sociétés vous sont fournis en annexe 10. Le mode de calcul de la contribution sociale sur les bénéfices des sociétés (article 235 ter ZA du CGI) vous est donné en annexe 11.

Le bénéfice fiscal dégagé au titre de l'ensemble intégré est de 5 040 000 €. Il n'est dégagé aucun résultat imposable au taux réduit.

Travail à faire

- 1. Déterminer les impôts dus par chacune des sociétés du groupe et par le groupe PAUL INDUSTRIES**

2. Présenter les écritures dans les comptes individuels des sociétés PAUL INDUSTRIES, GEORGES, DANIEL et MARCEL relatives à la constatation de l'impôt sur les sociétés.

DOSSIER 5 - EXERCICE DU COMMISSARIAT AUX COMPTES

Au cours de l'exercice 2007, les dirigeants de la société PAUL INDUSTRIES ont sollicité leurs commissaires aux comptes, Messieurs ROBERT et ALBERT, lors d'une augmentation de capital avec abandon du droit préférentiel de souscription pour leur demander de produire un rapport dans lequel ils marqueraient leur approbation sur les éléments de calcul retenus pour la fixation du prix d'émission et sur les motifs invoqués de la demande de suppression du droit préférentiel. Messieurs ROBERT et ALBERT ont refusé cette mission, s'appuyant sur l'article 10 du Code de déontologie du commissaire aux comptes qui précise qu' « il est interdit au commissaire aux comptes de fournir à la personne ou à l'entité dont il certifie les comptes, tout conseil ou toute prestation de services n'entrant pas dans les diligences directement liées à la mission de commissaire aux comptes ».

Vous êtes appelé(e) à répondre à ce différend. Il vous est remis, par ailleurs un extrait de la norme NEP 700 (annexe 12).

Travail à faire

- 1. Les commissaires aux comptes ont-ils eu raison de refuser la mission proposée par les dirigeants de la société PAUL INDUSTRIES ?**
- 2. Quels sont les objectifs du rapport du commissaire aux comptes en cas d'augmentation de capital avec abandon du droit préférentiel de souscription ?**
- 3. Quel est le texte réglementaire qui régit le comportement professionnel du commissaire aux comptes ?**
- 4. Citer trois cas de missions dans lesquelles le commissaire aux comptes est en situation d'incompatibilité.**
- 5. Quelles sont les différences de hiérarchie juridique entre les normes d'exercice professionnelle (NEP) et les autres normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes.**
- 6. Préciser le contenu des trois parties du rapport général du commissaire aux comptes prévu par la NEP 700 (objectifs et exemples)**
 - **certification des comptes (préciser les différentes formes de certification)**
 - **justification des appréciations**
 - **vérifications et informations spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.**

Annexe 1

Informations appelées à être mises à disposition des actionnaires à l'occasion de la future assemblée générale ordinaire par le président de la société PAUL INDUSTRIES

- Nom, prénom usuel des administrateurs.
- Texte des projets de résolution présentés par le Conseil d'administration.
- Texte et exposé des motifs des projets de résolution présentés par des actionnaires.
- Rapport du Conseil d'administration comprenant les points suivants :
 - analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société ;
 - indicateurs clés de performance de nature non financière ;
 - description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée ;
 - renvois aux montants indiqués dans les comptes annuels et explications supplémentaires y afférentes ;
 - indications sur l'utilisation des instruments financiers ;
 - exposition et explication des éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique.
- Comptes annuels.
- Rapport sur la gestion du groupe.
- Tableau des affectations de résultat.
- Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille.

Annexe 2

Caractéristiques du contrat de crédit-bail relatif à la machine outil utilisée par la société JACQUES

La société JACQUES utilise depuis le 1^{er} juillet 2006, une machine outil dont le financement est assuré, grâce à un contrat de crédit-bail mobilier, par la société LOCABAIL. La valeur d'acquisition de ce matériel était estimée alors à 66 400 €. La société JACQUES a versé le 1^{er} juillet 2006 un dépôt de garantie de 5 000 € remboursable en fin de contrat. La durée du contrat est de six années. La redevance trimestrielle (payée en début de chaque trimestre) est de 3 000 € et le prix de l'option d'achat de l'actif à la fin du contrat le 30 juin 2012 est de 10 000 €. En fait ce matériel a une durée d'utilisation prévue de 10 ans, sa valeur résiduelle à l'issue de ces dix ans pouvant être estimée à 6 400 €.

Annexe 3

Extraits § 20 et 4 de la norme internationale IAS 17 « Contrats de location »

§ 20. Au début de la période de location, les preneurs doivent comptabiliser les contrats de location-financement à l'actif et au passif de leur bilan pour des montants égaux à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location déterminées, chacune, au commencement du contrat de location. Le taux d'actualisation à utiliser pour calculer la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, est le **taux d'intérêt implicite** du contrat de location si celui-ci peut être déterminé, sinon le taux d'emprunt marginal du preneur doit être utilisé. Les coûts directs initiaux encourus par le preneur sont ajoutés au montant comptabilisé en tant qu'actif.

§ 4 (extrait). Le **taux d'intérêt implicite** du contrat de location est le taux d'actualisation qui donne, au commencement du contrat de location, une valeur actualisée cumulée (a) des paiements minimaux au titre de la location et de (b) la valeur résiduelle non garantie égale à la somme (i) de la juste valeur de l'actif loué et (ii) les coûts directs initiaux du bailleur.

Annexe 4

Caractéristiques de l'emprunt obligataire émis par la société JACQUES

Il s'agit d'un emprunt de 12 000 obligations de 50 euros nominal émis le 1^{er} janvier 2005 et remboursables au pair par annuités constantes durant 10 ans (le 31 décembre de chaque année). Le taux nominal de l'emprunt est de 6 % l'an. Les obligations ont été émises à 46 € l'unité et les frais d'émission se sont élevés à 5 000 € hors taxes. Le taux d'intérêt effectif est de cet emprunt est de 8 % l'an.

Au 31 décembre 2007, dans les comptes sociaux de la société Jacques, on trouve, après le versement de la troisième annuité, les comptes suivants :

163 – Emprunt obligataire	455 100
169 - Primes de remboursement des obligations	33 600
4816 - Frais d'émission des emprunts	3 500
661 – Intérêts des emprunts	30 375
6812 – Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir	500
6861 – Dotations aux amortissements des primes de remboursement des obligations	4 800

Annexe 5

Extraits § 9 et 47 de la norme internationale IAS 39 **« Instruments financiers : comptabilisation et évaluation »**

§ 9. [...] Le coût amorti d'un actif ou d'un passif financier est le montant auquel est évalué l'actif ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre ce montant initial et le montant à l'échéance, et diminué de toute réduction (opérée directement ou par le biais d'un compte de correction de valeur) pour dépréciation ou irrécouvrabilité. [...]

§ 47. Après la comptabilisation initiale, une entité doit évaluer tous les passifs financiers au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, sauf [...].

Annexe 6

Modèle de tableau de suivi du coût amorti de l'emprunt

Echéances	Intérêts à 8 %	Remboursement intérêts	Remboursement capital	Coût amorti
01.01. 2005				
31.12.2005				
31 12 2006				
31 12 2007				

Annexe 7

Prise de participation dans la société JOSEPH

Le 1^{er} juillet 2005 la société JACQUES a pris une participation de 30 % du capital (et des droits de vote) dans la société par actions simplifiée JOSEPH. Les participations acquises ont été inscrites dans le compte « Titres de participation » pour 255 000 €. Au moment de cette acquisition, les capitaux propres de la société JOSEPH étaient de 600 000 €. Cependant, ces capitaux propres ne tenaient pas compte des plus-values latentes sur un terrain et une construction dont les valeurs réelles étaient respectivement supérieures à la valeur comptable de 90 000 € (pour le terrain) et 135 000 € (pour la construction). La durée d'utilisation de la construction au 1^{er} juillet 2005 est estimée à 30 ans. Le taux de l'impôt sur les sociétés à prendre en compte sur les plus-values latentes est également de 33 1/3 %.

Au 31 décembre 2007, les capitaux propres du bilan (comptes sociaux) de la société JOSEPH se présentent comme suit :

	31.12.2007	31.12.2006
Capital	400 000	400 000
Réserve légale	40 000	40 000
Autres réserves	280 000	220 000
Résultat de l'exercice	120 000	100 000
Provisions réglementées (amortissements dérogatoires)	36 000	24 000
Total	876 000	784 000

Le goodwill constaté lors de l'acquisition de la participation ne s'est pas déprécié. Entre le 1^{er} avril 2005 et le 31 décembre 2007, il n'a été cédé ni terrain, ni construction.

Annexe 8

Extrait § 23 de la norme internationale IAS 28 **« Participations dans des entreprises associées »**

[...] Le goodwill lié à une entreprise associée est inclus dans la valeur comptable de la participation.
[...]

Annexe 9

Bilans (simplifiés) de la société BERNARD au 31 décembre 2007

Société BERNARD

Immobilisations incorporelles	1 200 000	Capital	3 000 000
Immobilisations corporelles	3 300 000	Réserves	1 600 000
Immobilisations financières	100 000	Résultat	200 000
Stocks	1 900 000	Provisions	120 000
Créances	1 800 000	Dettes financières	1 000 000
Liquidités	100 000	Autres dettes	2 480 000
	8 400 000		8 400 000

Annexe 10

Chiffres d'affaires et résultats fiscaux des sociétés intégrées fiscalement

Sociétés	Chiffre d'affaires HT	Résultat fiscal
PAUL INDUSTRIES	16 000 000	1 530 000
GEORGES	18 000 000	2 370 000
DANIEL	6 000 000	540 000
MARCEL	8 000 000	900 000

N.B. La convention établie entre les sociétés prévoit la constatation et le paiement par les filiales à la mère de l'impôt dont elles seraient redevables hors intégration.

Annexe 11

Mode de calcul de la contribution sociale sur les bénéfices des sociétés

La contribution sociale sur les bénéfices des sociétés est calculée sur le montant de l'impôt sur les sociétés diminué d'un abattement de 763 000 € par période de 12 mois. Son taux est fixé à 3,3 %. Sont exonérées de la contribution sociale les sociétés dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur à 7,63 M€ et dont le capital, entièrement libéré, est détenu de manière continue pour au moins 75 % par des personnes physiques ou bien par des sociétés réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 7,63 M€ et dont le capital, entièrement libéré, est directement détenu au moins par des personnes physiques.

Annexe 12

Extrait de la norme NEP 700

1. Introduction

01. Lorsqu'il certifie les comptes en application de l'article L. 823-9 du code de commerce, le commissaire aux comptes établit un rapport à l'organe appelé à statuer sur les comptes dans lequel, en justifiant de ses appréciations, il formule son opinion conformément aux dispositions de l'article R. 823-7 du code précité.

02. Le commissaire aux comptes rend compte, dans le même rapport, des vérifications et informations spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

03. Le rapport sur les comptes consolidés est distinct du rapport sur les comptes annuels.

04. La présente norme a pour objet de définir les principes relatifs à l'établissement de ces rapports par le commissaire aux comptes.

2. Contenu des rapports

05. Les rapports comportent trois parties distinctes relatives :

- à la certification des comptes ;
- à la justification des appréciations ;
- aux vérifications et informations spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.



DSCG

SESSION 2008

UE 4 - COMPTABILITE ET AUDIT

Proposition de corrigé

Les textes en bleu sont des explications, des références ou des conseils qui n'ont pas à figurer sur la copie.

Les textes en noir devraient en principe constituer votre réponse aux questions. Il est essentiel que les **mots en gras** figurent dans la réponse.

La solution des questions ne renvoie pas toujours au manuel DSCG 4 *Comptabilité et Audit*. Certaines questions sont traitées dans les manuels DCG 2 *Droit des sociétés*, DCG 6 *Finance d'entreprise* ou DSCG 1 *Gestion juridique, fiscale et sociale*. Cette orientation montre que l'étudiant présentant l'épreuve 4 du DSCG doit maîtriser non seulement la comptabilité et l'audit mais aussi le droit et la fiscalité des sociétés, voire les notions de mathématiques étudiées lors de la préparation du DCG.

DOSSIER 1 – INFORMATION FINANCIERE

Le conseil à donner aux candidats est de fuir ces questions et de n'y revenir qu'à la fin du temps qui leur est imparti. Les réponses exhaustives sont tellement touffues et longues que :

- la seule écriture des réponses absorberait un temps considérable ;
- le candidat ne peut jamais être certain que les points mentionnés dans sa réponse seront ceux auxquels ont pensé les auteurs du corrigé type communiqué par l'administration aux correcteurs.

1. Indiquer quels sont les documents et éléments d'information (en dehors de ceux fournis dans l'annexe 1) que le président doit faire figurer dans l'information à mettre à disposition des actionnaires.

Voir manuels DCG 2, chap. 6, p. 195 et s., DSCG 1, chap. 15, p. 285 et s., DSCG 4, § 0159, 0180, 0627, 1641 et s.

La liste des informations que le président doit mettre à disposition des actionnaires, figure dans l'article R. 225-83 du code de commerce qui énumère les informations à communiquer aux associés des sociétés commerciales.

Par ailleurs, le **rapport de gestion** d'une société faisant appel public à l'épargne comme la société Paul Industries, doit comporter des informations énumérées à L. 232-1 du code de commerce et dans d'autres articles du code de commerce, du code général des impôts et du code monétaire et financier. En outre, le président des sociétés faisant appel public à l'épargne doit établir un **rapport sur la gouvernance et le contrôle interne**.

Enfin, les entreprises occupant plus de 300 salariés comme la société Paul Industries doivent communiquer aux actionnaires, un **bilan social**.

Code de commerce, article R. 225-83. La société adresse aux actionnaires ou met à leur disposition les renseignements suivants contenus dans un ou plusieurs documents :

- 1° Les noms et prénoms usuels, soit des administrateurs et directeurs généraux, soit des membres du conseil de surveillance et du directoire, ainsi que, le cas échéant, l'indication des autres sociétés dans lesquelles ces personnes exercent des fonctions de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance ;
- 2° Le texte des projets de résolution présentés par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas ;
- 3° Le cas échéant, le texte et l'exposé des motifs des projets de résolution présentés par des actionnaires ;
- 4° Le rapport du conseil d'administration ou du directoire, selon le cas, qui sera présenté à l'assemblée ainsi que, le cas échéant, les observations du conseil de surveillance ;
- 5° Lorsque l'ordre du jour comporte la nomination d'administrateurs ou de membres du conseil de surveillance :
 - a) Les nom, prénom usuel et âge des candidats, leurs références professionnelles et leurs activités professionnelles au cours des cinq dernières années, notamment les fonctions qu'ils exercent ou ont exercées dans d'autres sociétés ;
 - b) Les emplois ou fonctions occupés dans la société par les candidats et le nombre d'actions de la société dont ils sont titulaires ou porteurs ;
- 6° S'il s'agit de l'assemblée générale ordinaire :
 - a) Les comptes annuels, les comptes consolidés, le rapport sur la gestion du groupe, un tableau des affectations de résultat précisant notamment l'origine des sommes dont la distribution est proposée ;
 - b) Un tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices ou de chacun des exercices clos depuis la constitution de la société ou l'absorption par celle-ci d'une autre société, si leur nombre est inférieur à cinq ;
 - c) Les rapports des commissaires aux comptes prévus sur les conventions réglementées, sur l'observation de l'obligation d'établir un rapport sur l'évolution de la société, sur les faits de nature à compromettre la continuité de l'exploitation et sur la certification des comptes ;

L'annexe 1 du sujet cite seulement les alinéas 1°, 2°, 3°, 4° (partiellement), 6° a (partiellement).

Les **informations** ne figurant pas sur l'annexe 1 et qui doivent néanmoins être **communiquées aux actionnaires des sociétés commerciales**, sont :

- les **comptes consolidés** ;
- Lorsque l'ordre du jour comporte la **nomination d'administrateurs**, les nom, prénom usuel et âge des candidats, leurs références professionnelles et leurs activités professionnelles au cours des cinq dernières

années, notamment les fonctions qu'ils exercent ou ont exercées dans d'autres sociétés, les emplois ou fonctions occupés dans la société par les candidats et le nombre d'actions de la société dont ils sont titulaires ou porteurs. ;

- Un tableau faisant apparaître les **résultats** de la société au cours de chacun des **cinq derniers exercices** ou de chacun des exercices clos depuis la constitution de la société ou l'absorption par celle-ci d'une autre société, si leur nombre est inférieur à cinq » ;
- Les rapports des **commissaires aux comptes** prévus sur les conventions réglementées, sur l'observation de l'obligation d'établir un rapport sur l'évolution de la société, sur les faits de nature à compromettre la continuité de l'exploitation et sur la certification des comptes. »

Le **rapport de gestion** d'une société faisant appel public à l'épargne doit comporter les éléments suivants :

- 1° exposé de la **situation de la société** durant l'exercice écoulé (c. com., art. L. 232-1) ;
- 2° **évolution prévisible** (c. com., art. L. 232-1) ;
- 3° **événements importants** survenus entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport de gestion est établi (c. com., art. L. 232-1) ;
- 4° activités en matière **de recherche et de développement** (c. com., art. L. 232-1) ;
- 5° **modifications** intervenues dans la présentation des **comptes annuels** comme dans les méthodes d'évaluation retenues (c. com., art. L. 232-6) ;
- 6° mention des prises de participations significatives, au cours de l'exercice, **dans une société** ayant son siège social sur le territoire de la République française (c. com., art. L. 233-6) ;
- 7° activité et résultats de l'ensemble de la société, des filiales de la société et des sociétés qu'elle contrôle par branche d'activité (c. com., art. L. 233-6) ;
- 8° **aliénation d'actions**, effectuée par une société en vue de régulariser les participations croisées (c. com., art. R. 233-19) ;
- 9° montant des **dividendes** qui ont été mis en distribution au titre des trois exercices précédents (CGI, art. 243 bis) ;
- 10° montant des **dépenses somptuaires** (CGI, art. 243 quater, le texte n'exige pas explicitement que l'information figure dans le rapport de gestion) ;
- 11° **réintégration des frais généraux** dans le bénéfice imposable (CGI, art. 243 quinquies, le texte n'exige pas explicitement que l'information figure dans le rapport de gestion) ;
- 12° analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société (c. com., art. L. 225-100) ;
- 13° indicateurs clés de performance de nature financière (c. com., art. L. 225-100) ;
- 14° indicateurs clés de performance de nature non financière (c. com., art. L. 225-100) ;
- 15° description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée (c. com., art. L. 225-100) ;
- 16° indications sur l'utilisation des instruments financiers par l'entreprise (c. com., art. L. 225-100) ;
- 17° rémunération totale et avantages de toute nature versés, durant l'exercice, à chaque mandataire social (c. com., art. L. 225-102-1) ;
- 18° informations sur la manière dont la société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité (c. com., art. L. 225-102-1) ;
- 19° information sur les opérations réalisées par les dirigeants et par leurs proches sur les titres de la société (c. mon. fin., art. L. 621-18-2) ;
- 20° informations susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique (c. mon. fin., art. L. 621-18-3).

L'annexe 1 du sujet cite seulement les points 12°, 14°, 15°, 16° et 20°.

Les informations ne figurant pas sur l'annexe 1 et qui doivent néanmoins figurer dans le **rapport de gestion**, sont :

- **l'exposé de la situation de la société durant l'exercice écoulé** (c. com., art. L. 232-1) ;
- **l'évolution prévisible** (c. com., art. L. 232-1) ;
- les **événements importants** survenus entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport de gestion est établi (c. com., art. L. 232-1) ;
- les activités en matière **de recherche et de développement** (c. com., art. L. 232-1) ;
- les **modifications** intervenues dans la présentation des **comptes annuels** comme dans les méthodes d'évaluation retenues (c. com., art. L. 232-6) ;
- la mention des **prises de participations** significatives, au cours de l'exercice, dans une société ayant son siège social sur le territoire de la République française (c. com., art. L. 233-6) ;

- l'activité et les résultats de l'ensemble de la société, des filiales de la société et des sociétés qu'elle contrôle par branche d'activité (c. com., art. L. 233-6) ;
- l'**aliénation d'actions**, effectuée par une société en vue de régulariser les participations croisées (c. com., art. R. 233-19) ;
- le montant des **dividendes** qui ont été mis en distribution au titre des trois exercices précédents (CGI, art. 243 bis) ;
- les **indicateurs clés** de performance de nature financière (c. com., art. L. 225-100) ;
- la **rémunération** totale et les avantages de toute nature versés, durant l'exercice, à chaque mandataire social (c. com., art. L. 225-102-1) ;
- les informations sur la manière dont la société prend en compte les **conséquences sociales et environnementales** de son activité (c. com., art. L. 225-102-1) ;
- les informations sur les **opérations réalisées par les dirigeants** et par leurs proches sur les titres de la société (c. mon. fin., art. L. 621-18-2).

Ajoutons à cette liste :

- le montant des **dépenses somptuaires** (CGI, art. 243 quater) ;
- le **réintégration des frais généraux** dans le bénéfice imposable (CGI, art. 243 quinquies) ;

bien que le code général des impôts n'exige pas que ce soit dans le rapport de gestion qu'elles soient mentionnées.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne (c. com., art. L. 225-37)

Dans les sociétés faisant appel public à l'épargne, le président du conseil d'administration rend compte, dans un rapport joint au rapport (de gestion), de la composition, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil, ainsi que des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société, en détaillant notamment celles de ces procédures qui sont relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière pour les comptes sociaux et, le cas échéant, pour les comptes consolidés.

Bilan social (c. trav. L. 2323-74)

Le bilan social est obligatoire dans les entreprises soumises à l'obligation d'instituer un comité d'entreprise et occupant habituellement plus de 300 salariés. Dans les sociétés par actions, le dernier bilan social accompagné de l'avis du comité d'entreprise est adressé aux actionnaires ou mis à leur disposition...

2. Définir ce qu'on appelle le « document de référence » et préciser quelles sont les rubriques essentielles que doit comporter ce document.

Le document de référence est un document **facultatif** qui a pour objet de donner aux investisseurs toutes les informations nécessaires pour fonder leur jugement sur l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives d'une société. Il peut tenir lieu de rapport financier et de rapport de gestion s'il comporte les informations obligatoires pour ces deux derniers documents.

Le contenu du document de référence est déterminé par le règlement européen CE 809/2004 modifié par le règlement CE 211/2004, et par le règlement général de l'AMF (art. 212-13 et 222-9), un peu moins complet que les directives.

Selon les directives européennes, le document de référence doit mentionner les points suivants (*les points qui ne sont pas cités par le règlement de l'AMF sont en italique.*) :

- Personnes responsables du document,
- Contrôleurs légaux des comptes,
- Informations financières sélectionnées (ou chiffres clés),
- Facteurs de risques,
- Informations concernant l'émetteur (histoire et évolution de la société, investissements),
- Principales activités et principaux marchés,
- Organigramme,
- Propriétés immobilières, usines et équipements,
- Examen de la situation financière et du résultat,
- Trésorerie et capitaux,
- Recherche et développement, brevets et licences,
- Informations sur les tendances,
- Prévisions ou estimations du bénéfice,

- Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale (coordonnées, conflits d'intérêts),
- Rémunération et avantages,
- Fonctionnement des organes d'administration et de direction,
- Salariés,
- Principaux actionnaires
- Opérations avec des apparentés,
- Informations financières historiques,
- Informations financières pro forma,
- États financiers
- Vérification des informations financières historiques annuelles,
- Date des dernières informations financières,
- Informations financières intermédiaires et autres,
- Politique de distribution des dividendes,
- Procédures judiciaires et arbitrage,
- Changements significatifs de la situation financière ou commerciale,
- Capital social,
- Acte constitutif et statuts,
- Contrats importants,
- Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts,
- Documents accessibles au public,
- Informations sur les participations.

DOSSIER 2 – CONSOLIDATION

1. Pour le contrat de location de financement :

- a) Justifier le taux annuel d'actualisation de 8 % à prendre en compte pour la comptabilisation du contrat de location financement.

Voir manuel DCG 6, § 0117.

La question est typique des mathématiques financières qui figurent dans le référentiel de l'UE 6 du DCG (finance d'entreprise).

Les redevances sont trimestrielles. On calcule donc d'abord le taux trimestriel d'actualisation (désigné par i). L'équation ci-après exprime l'égalité entre d'une part, la valeur du bien reçu à l'époque 0 moins le dépôt de garantie et la première annuité versés à la même époque, et d'autre part, la valeur actualisée à l'époque 0 des 23 redevances versées à partir de la fin du premier trimestre et du prix de levée de l'option diminué du remboursement du dépôt de garantie à la fin du 24^e trimestre (6^e année).

$$66\,400 - (5\,000 + 3\,000) = 3\,000 \frac{1 - (1 + i)^{-23}}{i} + (10\,000 - 5\,000) (1 + i)^{-24}$$

La racine de cette équation est $i = 0,01943$ et le taux annuel est égal à $1,01943^4 - 1 = 8 \%$.

- b) Etablir le tableau de remboursement de l'emprunt lié au contrat de location financement pour 2006 et 2007.

Voir manuels DSCG 4, § 0703 et DCG 6, § 1248

Le tableau de remboursement de l'emprunt fictif auquel est assimilé le contrat de crédit-bail est le suivant :

	Échéance	Dettes avant l'échéance	Intérêts courus *	Annuité = loyer	Remboursement
2 233	1.10.2006	58 400 **	1 135	3 000	1 865
	1.01.2007	56 535	1 098	3 000	1 902
	1.04.2007	54 633	1 062	3 000	1 938
4 017	1.07.2007	52 695	1 024	3 000	1 976
	1.10.2007	50 719	985	3 000	2 015
	1.01.2008	48 704	946		
	Total		6 250	15 000	9 696

* Intérêt de la dette au taux trimestriel de 1,943 %.

** valeur brute du bien (66 400) – paiements initiaux (5 000 + 3 000)

- c) Présenter les écritures de retraitement de consolidation dans la société JACQUES (bilan et compte de résultat) relative à la machine-outil au 31/12/2007.

Voir manuel DSCG 4, § 0703.

Les écritures de retraitement font passer de la situation dans les comptes individuels (conformes au PCG) à la situation dans les comptes consolidés (conformes à l'IAS 17).

- Comptes individuels de la société Jacques (PCG)

Bilan au 31.12.2007

	ACTIF	PASSIF
Dépôts et cautionnements versés	5 000	

Compte de résultat (exercice 2007)

	CHARGES	PRODUITS
Locations	12 000	

- Comptes retraités de la société Jacques (IFRS)

Bilan au 31.12.2007

	ACTIF	PASSIF
Matériel industriel	66 400	
Amortissements du matériel industriel		9 000
$(66\,400 - 6\,400) \times 10\% \times 1\frac{1}{2}$		
Dettes financières		48 704
Intérêts courus		946

Compte de résultat (exercice 2007)

	CHARGES	PRODUITS
Dotations aux amortissements	6 000	
Charges financières	4 017	

- Écritures de retraitement du compte de résultat

31.12.2007			
Dotations aux amortissements	6 000		
Charges financières	4 017		
Locations		12 000	
Résultat global	1 983		
Impôts sur les bénéfices $(1\,983 / 3)$	661		
Résultat global		661	

- **Écritures de retraitement du bilan**

31.12.2007			
Matériel industriel	66 400		
Amortissements du matériel industriel		9 000	
Dettes financières		48 704	
Dépôts et cautionnements versés		5 000	
Intérêts courus		946	
Résultat Jacques (<i>report du compte de résultat</i>)		1 983	
Réserves Jacques (<i>par différence</i>)		767	
		n°	
Résultat Jacques (1 983 / 3)	661		
Réserves Jacques (767 / 3)	256		
Impôts différés		917	

2. Pour l'emprunt obligataire et à l'aide des annexes 4, 5 et 6 :

- Etablir le tableau d'amortissement de l'emprunt obligataire pour les années 2005 à 2007 et un tableau permettant le suivi du coût amorti de l'emprunt obligataire pour les années 2005 à 2007.**

- **Tableau d'amortissement de l'emprunt obligataire**

Cette question de mathématiques financières relève du référentiel de l'épreuve 6 du DCG (et de l'épreuve 10 du DCG pour l'interprétation des comptes mentionnés dans l'annexe 4.)

Voir manuels DCG 6, § 0703 et s. et DCG 10, § 1321 et s.

L'hypothèse formulée par le sujet, d'un emprunt obligataire remboursable par annuités constantes (cf. annexe 4) est irréaliste. Rappelons que les obligations émises en France depuis 1983 ne peuvent pas être remboursées par tirage au sort, pour des raisons pratiques tenant à la dématérialisation des titres.

La seule possibilité de remboursement par annuités constantes serait de verser chaque année à chacune des obligations une somme constante comprenant l'intérêt et un amortissement partiel. Elle est rarement pratiquée.

- **1^{ère} solution. Versement d'une somme constante à chaque obligation.** Cette solution serait réalisable en pratique.

Annuité constante théorique : $50 \text{ €} \times 12\,000 \times \frac{0,06}{1 - 1,06^{-10}} = 81\,521 \text{ €}$ soit 6,79 € par obligation.

Échéance	Dettes		Intérêts ⁽¹⁾		Amortissement		Annuité	
	Unitaire	Totale	Unitaires	Totaux	Unitaire ⁽²⁾	Total	Unitaire	Totale
2005	50,00	600 000	3,00	36 000	3,79	45 480	6,79	81 480
2006	46,21	554 520	2,77	33 240	4,02	48 240	6,79	81 480
2007	42,19	506 280	2,53	30 360	4,26	51 120	6,79	81 480

(1) Dette × 6 %

(2) 6,79 – intérêt

- **2^e solution. Tirage au sort des obligations amorties.**

Cette solution est irréalisable en pratique car les titres dématérialisés ne sont pas identifiés par un numéro.

Cependant, c'est probablement la solution qu'attendaient les correcteurs.

Échéance	Nombre d'obligations vivantes	Coupons (1)	Nombre d'obligations amorties (2)	Amortissement (3)	Annuité (4)
2005	12 000	36 000	910	45 500	81 500
2006	11 090	33 270	965	48 250	81 520
2007	10 125	30 375	1 023	51 150	81 525

(1) Nombre d'obligations vivantes × 6 % × 50 €

(2) Arrondi à l'entier de (81 521 – coupons) / 50

(3) Nombre d'obligations amorties × 50 €

(4) Coupons + Amortissement

- **Tableau de suivi du coût amorti**

Voir manuel DSCG 4, § 0730 et 0731

L'annexe 5 ne précise pas un point important : les calculs du coût amorti et du taux effectif doivent tenir compte des coûts de transaction, c'est-à-dire ici des frais d'émission de l'emprunt.

IAS 39, § 43. Lors de la **comptabilisation initiale** ... d'un passif financier, une entité doit l'évaluer à sa juste valeur majorée, dans le cas d'un ... passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du compte de résultat, des **coûts de transaction** directement imputables à... l'émission ... du passif financier.

IAS 39, § 9 ... (le) calcul (du **taux effectif**) inclut l'intégralité des commissions et des points payés ou reçus entre les parties au contrat, qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif, des **coûts de transaction** et de toutes les autres primes positives ou négatives....

Le modèle de tableau proposé par l'annexe 6, manque de pertinence. Les titres des colonnes « Remboursement intérêts » et « Remboursement capital » sont inappropriés. Les mots « remboursement » et « intérêts » sont incompatibles. On rembourse une dette, pas des intérêts. Quant au « remboursement capital », ce terme pourrait faire croire qu'il s'agit de l'amortissement du « coût amorti ». Il n'en est rien. Ces deux colonnes représentent ensemble les sommes payées annuellement, autrement dit les annuités sensiblement constantes. En fait, la somme consacrée à l'amortissement du « coût amorti » est la différence entre ces annuités de l'emprunt et les intérêts au taux effectif de 8 %. Le tableau devrait prévoir une colonne pour faire ressortir cet amortissement.

Échéances	Annuités payées (1)	Intérêts à 8 %	Amortissement du coût (2)	Coût amorti
1.01.2005				547 000 (3)
2005	81 500	43 760	37 740	509 260
2006	81 520	40 741	40 779	468 481
2007	81 525	37 478	44 047	424 434

(1) Voir le tableau d'amortissement de l'emprunt.

(2) Annuité – Intérêts à 8 % du coût amorti

(3) Lors de sa comptabilisation initiale (c.-à-d. à l'émission), l'emprunt est évalué à : $46 \text{ €} \times 12\,000 - 5\,000 = 547\,000 \text{ €}$

b) Présenter les écritures de retraitement de consolidation au 31/12/2007 dans la société JACQUES (bilan et compte de résultat) relatives à l'emprunt obligataire émis.

Voir manuel DSCG 4, § 0731.

Les écritures de retraitement font passer de la situation dans les comptes individuels (conformes au PCG) à la situation dans les comptes consolidés (conformes à l'IAS 39).

- **Comptes individuels de la société Jacques (PCG)**

Bilan au 31.12.2007

	ACTIF	PASSIF
Emprunts obligataires		455 100
Primes de remboursement des obligations	33 600	
Frais d'émission des emprunts	3 500	

Compte de résultat (exercice 2007)

	CHARGES	PRODUITS
Intérêts des emprunts	30 375	
Dotations aux amortissements des charges à répartir	500	
Dotations aux amortissements des primes de remboursement	4 800	

- **Comptes retraités de la société Jacques (IFRS)**

Bilan au 31.12.2007

	ACTIF	PASSIF
Emprunts obligataires		424 434

Compte de résultat (exercice 2007)

	CHARGES	PRODUITS
Intérêts des emprunts	37 478	

• Écritures de retraitement du compte de résultat

31.12.2007		
Intérêts des emprunts (37 478 – 30 375)	7 103	
Dotations aux amortissements des charges		500
Dotations aux amortissements des primes		4 800
Résultat global		1 803
Résultat global	601	
Impôts sur les bénéfices (1 803 / 3)		601

• Écritures de retraitement du bilan

31.12.2007		
Emprunts obligataires (455 100 – 424 434)	30 666	
Primes de remboursement des obligations		33 600
Frais d'émission des emprunts		3 500
Résultat Jacques (report du compte de résultat)	1 803	
Réserves Jacques (par différence)	4 631	
Impôts différés	2 145	
Résultat Jacques (1 803 / 3)		601
Réserves Jacques (4 631 / 3)		1 544

3. Pour les titres de participation JOSEPH et à l'aide des annexes 7 et 8 :

- a) Qualifier la nature du contrôle et la méthode d'évaluation des titres de participation JOSEPH en consolidation chez JACQUES.

Voir manuel DSCG 4, §§ 0610 et 0612

Rappelons que le groupe Paul Industries présente ses comptes consolidés conformément aux IFRS.

Le pourcentage de contrôle du groupe dans la société Joseph étant d'au moins 20 %, l'influence notable est présumée et la société Joseph est « associée » au groupe (IAS 28, §§ 2 et 6).

Une participation dans une entreprise associée doit être comptabilisée selon la méthode de la **mise en équivalence** (equity method) (IAS 28, § 13).

- b) Procéder à l'évaluation des titres de participation JOSEPH en consolidation chez JACQUES au 31/12/2007.

Voir manuel DSCG 4, §§ 0906 et 0907.

• Calcul du goodwill

Valeur comptable de l'actif net au 1.07.2005.....	600 000
Plus-values sur éléments identifiables.....	225 000
Terrain	90 000
Construction.....	135 000
Moins impôts différés sur plus-values latentes (225 000 × 33 1/3 %).....	(75 000)
Juste valeur des actifs et des passifs identifiables de la société Joseph.....	<u>750 000</u>
Dont quote-part acquise par le groupe (30 %).....	225 000
Prix d'acquisition.....	<u>255 000</u>
Goodwill.....	<u>30 000</u>

• Évaluation des titres mis en équivalence

La valeur des titres mis en équivalence est égale à la quote-part de la juste valeur des éléments identifiables lors de la première consolidation, majorée du goodwill, et modifiée par les résultats, les distributions de dividendes et les amortissements intervenus depuis la première consolidation (cf. IAS 28, §§ 11 et 23).

• Retraitement des capitaux propres hors résultat	
Capital et réserves au bilan du 31.12.2007	720 000
Amortissements dérogatoires antérieurs à 2007, nets d'impôts	16 000
Écarts d'évaluation au 31.12.2007 nets d'impôts différés	
Terrain ($90\,000 \times 2/3$)	60 000
Construction ($135\,000 \times 28,5 / 30 \times 2/3$)	85 500
Capitaux propres hors résultat	881 500
• Retraitement du résultat de l'exercice 2007	
Résultat au bilan	120 000
+ Dotation 2007 aux amortissements dérogatoires nets d'impôts	
$[(36\,000 - 24\,000) \times 2/3]$	8 000
- Dotation 2007 à l'amortissement de la plus-value sur construction	
nette d'impôt ($135\,000 / 30 \times 2/3$)	(3 000)
	125 000

Il n'est pas nécessaire de distinguer les capitaux hors résultat et le résultat pour calculer la valeur des titres. Cependant, cette distinction prépare les écritures de la question suivante.

• Calcul de la valeur d'équivalence des titres	
Capital et réserves retraités	881 500
Résultat retraité	125 000
Total des capitaux propres retraités	1 006 500
Part du groupe ($1\,006\,500 \times 30\%$)	301 950
Goodwill	30 000
Valeur d'équivalence	331 950

c) Passer les écritures de consolidation relatives aux titres de participation JOSEPH dans les comptes de la société JACQUES au 31/12/2007.

Voir manuel DSCG 4, § 0906.

• Écritures de retraitement du bilan

	31.12.2007		
Titres mis en équivalence		331 950	
Titres de participation			255 000
Résultat Jacques ($125\,000 \times 30\%$)			37 500
Réserves Jacques (par différence)			39 450

• Écritures de retraitement du compte de résultat

	31.12.2007		
Résultat global		37 500	
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence			37 500

DOSSIER 3 – FUSION DE DEUX FILIALES

1. Déterminer le nombre d'actions que la société MICHEL devra émettre pour effectuer l'absorption de la société BERNARD.

Voir manuel DSCG 4, § 0305.

Les valeurs d'échange des actions Bernard et Michel sont dans le rapport $\frac{300}{400} = \frac{3}{4}$. La parité d'échange est donc de 4 actions Bernard contre 3 actions Michel.

Comme Michel détient déjà $20\,000 \times 60\% = 12\,000$ actions Bernard, seules 8 000 actions Bernard seront présentées à l'échange. La société Michel devra les rémunérer en émettant $8\,000 \times \frac{3}{4} = 6\,000$ actions.

2. Passer dans le journal de la société MICHEL les écritures d'absorption de la société BERNARD.

Voir manuel DSCG 4, §§ 0307 et 0404.

La société Michel contrôlait la société Bernard puisqu'elle en détenait 60 % du capital. Les apports effectués dans le cadre d'opérations impliquant des sociétés sous contrôle commun, sont **évalués à la valeur comptable**.

Les écritures d'absorption à la valeur comptable sont donc les suivantes :

1-01-2008					
45611		Société Bernard- Apports en nature	4 800 000		
		<i>Capitaux propres au bilan</i>			
207		Fonds commercial (mali de fusion)	120 000		
	101	Capital social (200 € × 6 000)		1 200 000	
	1042	Primes de fusion (4 800 000 × 40 % - 1 200 000)		720 000	
	261	Titres de participation		3 000 000	
20		Immobilisations incorporelles	1 200 000		
21		Immobilisations corporelles	3 300 000		
26/27		Immobilisations financières	100 000		
30		Stocks	1 900 000		
4		Créances	1 800 000		
5		Banque et caisse	100 000		
	15	Provisions		120 000	
	16	Dettes financières		1 000 000	
	4	Dettes non financières		2 480 000	
	45611	Société Bernard- Apports en nature		4 800 000	

Remarquons que la valeur comptable des apports est inférieure à la valeur des actions émises en rémunération de ces apports. Il en résulte un **mali de fusion** dit « technique » car il est dû à l'obligation de comptabiliser les apports à leur valeur comptable.

L'annexe 9 ne donne que les valeur nettes des postes du bilan. Les candidats ne peuvent donc pas respecter la règle d'origine fiscale, qui prescrit d'enregistrer distinctement les valeurs brutes des actifs et leurs amortissements ou dépréciation quand les apports sont évalués à la valeur comptable (cf. manuel DSCG 4, § 0312).

3. Dans le cas où vous devriez établir une situation consolidée du groupe PAUL INDUSTRIES après la fusion, préciser quelle écriture de retraitement il serait nécessaire de comptabiliser à la suite de la fusion. On ne présentera cependant pas d'écriture pour constater la variation des intérêts minoritaires.

Voir manuel DSCG 4, § 0913.

La dernière phrase de la question est surprenante. En effet, l'absorption d'une filiale déjà contrôlée est interprétée dans les comptes consolidés comme l'acquisition d'intérêts minoritaires. On ne peut donc pas consolider la situation résultant de la fusion sans constater l'acquisition des intérêts minoritaires puisqu'il s'agit de la même opération.

Le groupe Paul Industries est soumis à l'obligation de présenter ses comptes consolidés conformément aux IFRS. Malheureusement, jusqu'en 2008, les normes IFRS ne traitaient pas des acquisitions d'intérêts minoritaires dans des filiales contrôlées. Ce vide sera comblé le 1^{er} juillet 2009, lors de l'entrée en application de la norme IAS 27 révisée – *États financiers consolidés et individuels*.

Jusqu'en 2008, en matière d'acquisition d'intérêts minoritaires, une pratique fréquente consistait à comptabiliser en tant que goodwill additionnel la différence entre le prix payé et la valeur comptable des intérêts minoritaires acquis mais d'autres traitements étaient possibles.

À partir du 1^{er} juillet 2009,

- la variation des intérêts minoritaires, liée à des transactions portant sur les actions des filiales, ne peut avoir d'effet sur le résultat ou sur le goodwill et a comme contrepartie d'autres postes de capitaux propres tels que la part groupe dans les réserves. Acquérir des intérêts minoritaires est une opération équivalente, du point de vue comptable, à l'acquisition d'actions propres.

- le montant du goodwill est figé à la date de l'acquisition ayant permis de prendre le contrôle. Aucune opération ultérieure, autre qu'une perte de contrôle de la filiale ou une dépréciation, ne peut avoir pour effet de modifier la valeur initiale du goodwill.

- **1^{ère} solution. Pratique dominante jusqu'en 2008 (d'autres solutions sont possibles).**

Prix payé pour l'acquisition des intérêts minoritaires (400 € × 6 000)	2 400 000
Valeur comptable des intérêts minoritaires acquis (4 800 000 € × 40 %)	<u>1 920 000</u>
Goodwill additionnel	480 000

Le traitement du goodwill donne lieu aux écritures de consolidation suivantes, au 1.01.2008 :

1.01.2008			
Goodwill		1 080 000	
Fonds commercial			120 000
Réserves Michel			960 000
(Goodwill initial : 600 000 + goodwill additionnel : 480 000)			

- **2^e solution. Règle applicable à partir du 1^{er} juillet 2009.**

Le traitement du goodwill donnerait lieu aux écritures de consolidation suivantes :

Goodwill		600 000	
Fonds commercial			120 000
Réserves Michel			480 000

DOSSIER 4 – INTEGRATION FISCALE

1. Déterminer les impôts dus par chacune des sociétés du groupe et par le groupe PAUL INDUSTRIES

Voir manuel DSCG 4, § 1207.

- **Impôts dus par chacune des filiales à la société mère Paul Industries**

Société Georges	IS (2 370 000 × 33 1/3 %)	790 000
	Contribution sociale (790 000 – 763 000) × 3,3 %	<u>891</u>
		<u>790 891</u>
Société Daniel	IS (540 000 × 33 1/3 %)	<u>180 000</u>
Société Marcel	IS (900 000 × 33 1/3 %)	<u>300 000</u>

- **Impôts dus par la société mère pour le compte du groupe d'intégration fiscale**

IS (5 040 000 × 33 1/3 %)	1 680 000
Contribution sociale (1 680 000 – 763 000) × 3,3 %	<u>30 261</u>
	<u>1 710 261</u>

2. Présenter les écritures dans les comptes individuels des sociétés PAUL INDUSTRIES, GEORGES, DANIEL et MARCEL relatives à la constatation de l'impôt sur les sociétés.

Voir manuel DSCG 4, exercice 12-3.

- **Société Paul Industries**

451		Groupe – Sté Georges		790 891	
451		Groupe – Sté Daniel		180 000	
451		Groupe – Sté Marcel		300 000	
6981		Intégration fiscale – Charges		439 370	
	444	État – Impôts sur les bénéfices			1 710 261

- **Société Georges**

6981	451	Intégration fiscale – Charges Groupe – Sté Paul Industries	790 891	790 891
------	-----	---	---------	---------

- **Société Daniel**

6981	451	Intégration fiscale – Charges Groupe – Sté Paul Industries	180 000	180 000
------	-----	---	---------	---------

- **Société Marcel**

6981	451	Intégration fiscale – Charges Groupe – Sté Paul Industries	300 000	300 000
------	-----	---	---------	---------

DOSSIER 5 – EXERCICE DU COMMISSARIAT AUX COMPTES

1. Les commissaires aux comptes ont-ils eu raison de refuser la mission proposée par les dirigeants de la société PAUL INDUSTRIES ?

Voir manuel DSCG 4, § 1640.

Cette question est délicate, surtout pour des candidats qui ne disposent pas des normes de la CNCC.

Code de commerce.

Art. L. 225-135, al. 1. L'assemblée qui décide ou autorise une augmentation de capital peut supprimer le droit préférentiel de souscription pour la totalité de l'augmentation de capital ou pour une ou plusieurs tranches de cette augmentation. Elle statue sur le rapport du conseil d'administration ou du directoire. Lorsqu'elle décide l'augmentation de capital, elle statue également sur **rapport des commissaires aux comptes**.

Art. L. 225-138.

I. - ...Lorsque l'assemblée générale extraordinaire supprime le droit préférentiel de souscription en faveur d'une ou plusieurs catégories de personnes répondant à des caractéristiques qu'elle fixe, elle peut déléguer au conseil d'administration ou au directoire le soin d'arrêter la liste des bénéficiaires au sein de cette ou de ces catégories et le nombre de titres à attribuer à chacun d'eux, dans les limites des plafonds prévus au premier alinéa de l'article L. 225-129-2. Lorsqu'il fait usage de cette délégation, le conseil d'administration ou le directoire établit un rapport complémentaire à la prochaine assemblée générale ordinaire, **certifié par le commissaire aux comptes**, décrivant les conditions définitives de l'opération.

II. - Le prix d'émission ou les conditions de fixation de ce prix sont déterminés par l'assemblée générale extraordinaire sur rapport du conseil d'administration ou du directoire et sur **rapport spécial du commissaire aux comptes**.

Norme CNCC 6-102.1. Augmentation de capital sans délégation à l'organe compétent

§ 01- La présente norme a pour objectif de définir des principes fondamentaux et de préciser leurs modalités d'application concernant l'intervention du commissaire aux comptes prévue par la loi lors d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, non déléguée à l'organe compétent de la société.

§ 08- L'intervention du commissaire aux comptes relève, d'une part, des « autres interventions définies » prévues par le cadre conceptuel des interventions du commissaire aux comptes, ayant pour objet l'appréciation d'une situation par rapport à des critères identifiés et au regard d'objectifs définis et, d'autre part, le cas échéant, de l'examen limité.

La mission dont il s'agit est la « **mission générale** » dont le commissaire aux comptes rend compte à l'assemblée générale annuelle. Elle comprend entre autres les « **autres interventions définies par les textes légaux et réglementaires.** » Ce sont des vérifications et informations spécifiques qui ne constituent pas un audit.

Ici, la mission est prévue par le code de commerce. Elle est décrite par les normes de la CNCC n° 6-102.1 et 6-102.2. Les commissaires aux comptes peuvent donc accepter la mission.

2. Quels sont les objectifs du rapport du commissaire aux comptes en cas d'augmentation de capital avec abandon du droit préférentiel de souscription ?

Voir manuel DSCG 1, p. 348.

L'établissement du rapport du commissaire aux comptes en cas d'augmentation de capital avec abandon du droit préférentiel de souscription, n'est pas une mission d'audit.

Norme CNCC 6-101.1. § 22 - Dans son rapport, le commissaire aux comptes donne son avis sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription, sur le choix des éléments de calcul du prix d'émission et sur son montant, ainsi que sur l'incidence de l'émission sur la situation de l'actionnaire appréciée par rapport aux capitaux propres ; il formule des observations, notamment en cas d'insuffisance d'information dans le rapport de l'organe compétent sur les éléments de calcul du prix d'émission ou sur son montant.

3. Quel est le texte réglementaire qui régit le comportement professionnel du commissaire aux comptes ?

Voir manuel DSCG 4 § 1606.

C'est le **code de déontologie** de la profession de commissaires aux comptes (annexé à la partie réglementaire du code de commerce).

4. Citer trois cas de missions dans lesquelles le commissaire aux comptes est en situation d'incompatibilité.

Voir manuel DSCG 4 § 1618.

Article 10 du code de déontologie - Situations interdites

Il est interdit au commissaire aux comptes de fournir à la personne ou à l'entité dont il certifie les comptes, ou aux personnes ou entités qui la contrôlent ou qui sont contrôlées par elle ..., tout conseil ou toute prestation de services n'entrant pas dans les diligences directement liées à la mission de commissaire aux comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel. A ce titre, il lui est interdit de procéder, au bénéfice, à l'intention ou à la demande de la personne ou de l'entité dont il certifie les comptes :

1° A toute prestation de nature à le mettre dans la position d'avoir à se prononcer dans sa mission de certification sur des documents, des évaluations ou des prises de position qu'il aurait contribué à élaborer ;

2° A la réalisation de tout acte de gestion ou d'administration, directement ou par substitution aux dirigeants ;

3° Au recrutement de personnel ;

4° A la rédaction des actes ou à la tenue du secrétariat juridique ;

5° Au maniement ou séquestre de fonds ;

6° A la tenue de la comptabilité, à la préparation et à l'établissement des comptes, à l'élaboration d'une information ou d'une communication financières ;

7° A une mission de commissariat aux apports et à la fusion ;

8° A la mise en place des mesures de contrôle interne ;

9° A des évaluations, actuarielles ou non, d'éléments destinés à faire partie des comptes ou de l'information financière, en dehors de sa mission légale ;

10° Comme participant, à toute prise de décision, dans le cadre de missions de conception ou de mise en place de systèmes d'information financière ;

11° A la fourniture de toute prestation de service, notamment de conseil en matière juridique, financière, fiscale ou relative aux modalités de financement ;

12° A la prise en charge, même partielle, d'une prestation d'externalisation ;

13° A la défense des intérêts des dirigeants ou à toute action pour leur compte dans le cadre de la négociation ou de la recherche de partenaires pour des opérations sur le capital ou de recherche de financement ;

14° A la représentation des personnes mentionnées à l'alinéa premier et de leurs dirigeants devant toute juridiction, ou à toute mission d'expertise dans un contentieux dans lequel ces personnes seraient impliquées.

5. Quelles sont les différences de hiérarchie juridique entre les normes d'exercice professionnel (NEP) et les autres normes de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes ?

Voir manuel DSCG 4 § 1606.

Les normes d'exercice professionnel sont homologuées par arrêté ministériel après avis du H3C. Elles sont annexées à la partie réglementaire du code de commerce.

Depuis le 1^{er} mai 2007, pour les sujets non couverts par les normes d'exercice professionnel homologuées, les anciennes normes du recueil de la CNCC de juillet 2003 constituent un élément de doctrine concourant à la bonne information des professionnels.

6. Préciser le contenu des trois parties du rapport général du commissaire aux comptes prévu par la NEP 700 (objectifs et exemples)

Voir manuel DSCG 4 § 1641.

– Certification des comptes (préciser les différentes formes de certification)

§ 06. En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce, le commissaire aux comptes déclare :

- soit **certifier** que les comptes annuels sont réguliers et sincères et qu'ils donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la personne ou de l'entité à la fin de cet exercice ou, pour les comptes consolidés, du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation ;
- soit assortir la certification de **réserves** ;
- soit **refuser la certification** des comptes.

Dans ces deux derniers cas, il précise les motifs de la réserve ou du refus.

§ 07. Conformément à la faculté qui lui est donnée par l'article R. 823-7 précité, le commissaire aux comptes formule, s'il y a lieu, toutes observations utiles lorsqu'il certifie les comptes sans réserve ou lorsqu'il assortit la certification de réserves.

§ 09. Les observations sont formulées dans un paragraphe distinct après l'expression de l'opinion.

§ 10. Le commissaire aux comptes formule systématiquement une observation :

- en cas d'incertitude sur la continuité de l'exploitation ;
- en cas de changement de méthodes comptables survenu dans les comptes au cours de l'exercice.

– Justification des appréciations

§ 19. En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce, le commissaire aux comptes justifie de ses appréciations pour toutes les personnes ou entités dont les comptes annuels ou consolidés font l'objet d'une certification. Il met en oeuvre à cet effet les principes définis dans la norme d'exercice professionnel relative à la justification des appréciations.

– Vérifications et informations spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

§ 21. Dans le rapport sur les comptes annuels, la troisième partie comporte les éléments suivants :

a) Une **introduction** par laquelle le commissaire aux comptes indique qu'il a effectué les vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires ;

b) Les **conclusions** exprimées sous forme d'observation, ou d'absence d'observation, sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de l'organe compétent à l'organe appelé à statuer sur les comptes et, le cas échéant, dans les autres documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes sur la situation financière et les comptes annuels ;
- le cas échéant, la sincérité des informations données dans le rapport de gestion en application des trois premiers alinéas de l'article L. 225-102-1 du code de commerce ;

c) Le cas échéant, les **informations que les textes légaux et réglementaires font obligation** au commissaire aux comptes **de mentionner** dans son rapport, telles que les prises de participation et les prises de contrôle intervenues au cours de l'exercice, les aliénations diverses intervenues en application de la législation sur les participations réciproques et l'identité des personnes détenant le capital et les droits de vote.